

A.P.L.

QUEST

REVUE



n°155 2,00F

CALENDRIER

OUVRIERS

- Page 2 - Tréfinétaux: Le directeur retire sa plainte contre les 12 femmes
- CFDT-Vendée : le coût du Plan Barre
- Page 3 - Saint-Nazaire : 750 travailleurs de la réparation navale menacée de chômage
- Après la SEMM-SOTRIMEC, la FIRADEC dépose son bilan
- Page 4 - Rogaray : tous les gérants licenciés après la grève !
- Grève à la SICOMA

EDUCATEURS

- Page 5 - Grève aux papillons blancs

NUCLEAIRE

- Page 6 - Non à la Centrale Nucléaire du Pellerin

IMMIGRES

- Page 6 - Comité de Soutien aux Foyers de SONACOTRA

VIE CULTURELLE

- Page 7 - Poétic 7 : des poètes qui se refusent à être des moutons bêlants
- Rencontre communautaire

DOSSIER : THEATRE A SAINT-NAZAIRE

Pages -8-9-10-11-12-13-14

POLEMIQUE

- Page 15 - Misère de la Philosophie

SOMMAIRE

- Jeudi 7 Octobre -Réunion du Comité de Soutien aux Foyers SONACOTRA
20h30 Fraternité Protestante
- Vendredi 8 Octobre -Librairie 71 : "Dégage on aménage" à N;D des Landes
18h-20h30 Signature du livre et discussion avec les auteurs
20h30-22h Conférence de presse et débat cf,P.6
- Samedi 9 Octobre Manifestation contre la Centrale
14h30 Mairie du Pellerin
- Samedi 23 Octobre Pour vivre au pays manifestation CGT-CFDT Champ de Mars
à Nantes

CONTRE L'AUSTÉRITÉ

JOURNÉE NATIONALE D'ACTION

7 OCTOBRE

CGT-CFDT-FEN

TREFIMETAUX :

LE DIRECTEUR RETIRE SA PLAINTE CONTRE LES 12 FEMMES

Le 29 septembre en C. E. extraordinaire, le directeur annonçait que sur ordre de la Direction Générale, il retirait sa plainte.

C'est une victoire due à la mobilisation des travailleurs. Déjà le 17 juin la justice de classe avait du reculer devant la mobilisation populaire. En septembre, dès l'annonce de la reprise de l'enquête, les travailleurs avaient fait grève 2 heures pour réclamer le retrait de la plainte. Une action s'était engagée au niveau de toutes les usines de la société, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Ainsi dans la lutte contre la répression, il est possible de vaincre.

Ce recul de la direction et derrière elle de l'UIMM est dû à la participation des travailleurs de Tréfimétaux à toutes les initiatives prises par le syndicat CGT et à la mobilisation populaire réalisée par les douze organisations présentes dans le "Comité de soutien" (et non seulement par l'U. D; C. G. T....appuyée par le P. C. F., et l'U. F. F., l'Union des travailleurs, journal de l'U. D. C. G. T.)

Cette victoire est à populariser pour dire que les femmes de travailleurs ont droit à la parole, droit de lutter.

Les douze femmes étaient prêtes à repartir en bagarre. Avant que le directeur retire sa plainte, elles se sont réunies deux fois avec le syndicat C. G. T. Elles ont tiré quelques leçons du 17 juin. Le principal reproche fait au syndicat était de ne pas les avoir fait participer assez aux décisions. Un tas d'idées a jailli :

- une réunion avec les femmes travaillant à la boîte et les douze ;
- distribution de tracts faite par les douze aux boîtes de femmes ;
- droit de participer à la C. E. du syndicat traitant de ce problème.

L'une des douze a dit : "On ne veut pas être ce coup-ci des poupées dans les mains des organisations".

Mais la plainte est retirée. Cependant ces faits permettent de continuer à faire le bilan. Ce qui est sûr c'est qu'à Tréfimétaux, tous les ouvriers prennent ça comme une grande victoire, comme leur victoire. Il reste maintenant à savoir ce que va faire la justice. *DES OUVRIERS DE TREFI.*

CFDT-VENDÉE : LE COÛT DU PLAN BARRE

CE QUE LES TRAVAILLEURS PAIERONT.....

Augmentation à partager patrons-travailleurs des cotisations sécurité sociale	1,4%
Augmentation de l'impôt sur 75 à partir de 4500 F. d'impôt soit 2150 F. mensuel	4%
Augmentation vignette auto	30F. min
Augmentation de l'essence	0,27
Augmentation du fuel domestique	0,04
Augmentation impôt 76	15%
Augmentation du plafond fiscal des régions par habitant	10F.
Salaire bloqué sur la base de 6,5% de hausse du coût de la vie entraînant une baisse du pouvoir d'achat de	3% min.
Augmentation du nombre de chômeurs	300000
Réduction importante d'horaire et chômage partiel.	

CE QUE LES ENTREPRISES ET LES PATRONS RECEVRONT.....

	en million de francs
Relèvement du minimum des frais professionnels	?
Prorogation des mesures concernant l'agriculture en matière de taxes sur le chiffre d'affaires	17
Mesure favorisant le financement des P.N.E.	280
Mesure d'allègement fiscal au profit des nouvelles sociétés	33
Mesure d'allègement des droits de mutation à titre gratuit	30
Institution d'un abattement de 1000 F; sur les dividendes	350
Octroi de l'avoir fiscal aux caisses de retraites et de prévoyance	?
Augmentation des coefficients de l'amortissement dégressif	2 210
Déductibilité des dividendes alloués aux actions émises à l'occasion d'augmentation du capital	25
Réévaluation des actifs non amortissables	considérable
Emprunt au bénéfice des PME	3 500
TOTAL	- 6 445

Extraits de la Trouée (Journal syndicale CFDT Vendée)

ST-NAZAIRE : 700 TRAVAILLEURS DE LA RÉPARATION NAVALE MENACÉS DE CHÔMAGE .

(Extraits de "la Voix des Travailleurs-CFDT")

Début septembre, le travail a repris aux A. F. O. après quatre semaines de congés payés. Congés qui auront été plus difficiles à passer que les années précédentes en raison d'une part de non-paiement de l'a compte sur le treizième mois (2 000 F.) et toutes les incertitudes qui pèsent sur l'emploi d'autre part.

Depuis le mois de novembre 1975, les travailleurs des A. F. O. subissent le chômage partiel mais leur action impose la tenue d'une réunion tri-partite en juin 1976 dont les conclusions permettaient d'assurer la survie de l'entreprise au moins jusqu'en fin 1976.

● Pourtant au retour des congés une mauvaise surprise attendait les travailleurs, et un C. E. extraordinaires faisait le point et les replaçait dans une situation encore plus grave qu'au départ :

- pas de travail et le chômage partiel pour les 150 travailleurs ;
- depuis la rentrée seulement deux chalutiers sont venus se faire réparer aux A. F. O. et le prochain bateau prévu est le "Fructidor" qui n'arrivera que le 24 octobre prochain ! Pendant deux mois il n'y aura donc aucune rentrée d'argent dans les caisses de l'entreprise.

De plus l'entreprise avait reçu un apport de sept millions de francs nouveaux de l'Etat sous forme indirecte (non paiement par les A. F. O. des frais annexes; cales sèches, grues etc...) au port autonome et à la Chambre de Commerce. Ces derniers expédient leurs factures à l'Etat jusqu'à concurrence des sept millions de N. F. accordés. Cette aide indirecte de l'Etat était épuisée au 31 août.

● La situation de l'entreprise est donc d'un extrême gravité, pas de commande, plus d'aide de l'Etat, les 700 travailleurs des A. F. O. sont donc légitimement en droit de s'interroger sur leur avenir d'autant que les pouvoirs publics et la Direction restent muets sur l'avenir de l'entreprise alors que le VII^o plan prévoit expressément une concentration de la réparation navale sur Brest et le Havre !

Les 700 travailleurs des A. F. O. avec la C. F. D. T. ne laisseront pas disparaître une des activités traditionnelles de ce département.

C'est par l'action, comme au début de l'année qu'ils imposeront aux Pouvoirs Publics, et au Patronat le maintien de la réparation navale à Saint-Nazaire.

APRES LA SEMM-SOTRIMEC la FIRADEC dépose son bilan

FIRADEC qui fabrique des condensateurs au tantale et emploie 96 personnes dont 85 femmes vient de fermer ses portes sur décision du Tribunal de Commerce de Paris qui a prononcé la liquidation des biens.

● C'est un nouveau scandale de type SEMM SOTRIMEC qui va encore aggraver la situation catastrophique de l'emploi à Saint-Nazaire et particulièrement celle de l'emploi féminin, puisque FIRADEC était la seule entreprise métallurgique du secteur à employer du personnel féminin. Il s'agit avant tout d'une vaste manœuvre de la société PRECIS, pratiquement seul actionnaire de FIRADEC, pour faire disparaître cette entreprise de Saint-Nazaire et récupérer le produit, la marque et les clients.

● En effet, FIRADEC, issu de JOUAN QUETIN a été acheté par PRECIS en novembre 1974. Le compte d'exploitation 1975 laisse apparaître un bénéfice brut de 152 700 F., en avril dernier le P. D. G. annonçait que le carnet de commandes se garnissait et que "tous les espoirs étaient permis". Comment expliquer au retour des congés la décision de déposer le bilan et la disparition de tout le stock de matières premières. C'est clair, depuis le début PRECIS n'a eu d'autre ambition que de contrôler FIRADEC pour le faire disparaître sans se soucier bien entendu du sort des 96 travailleurs.

● Pour la CFDT l'usine doit continuer à fonctionner car la qualité du produit est reconnue par tous. Il est scandaleux de constater que la décision de licenciement va coûter 1 million de francs, alors que cette somme aurait pu utilement être utilisée pour faire tourner l'entreprise.

ROGARAY (papiers peints) TOUS LES GERANTS LICENCIES APRES GREVE!

ROGARAY : une marque de papier peint bien connue, six points de vente en Loire-Atlantique, 11 ou 12 dans la région, une quarantaine au plan national.

Ce qui est moins connu ce sont les conditions de travail, c'est ce qui a motivé une action des gérants-salariés des magasins de Loire-Atlantique.

En effet, pour être gérant, il faut :

- s'engager à ouvrir le magasin dpuze mois sur douze, donc pas de congés payés ;
- il faut que la femme soit présente au magasin sans être rémunérée ;
- tout le travail fait en dehors du magasin (contrôle de publicité etc...) n'est pas rémunéré ;
- la livraison des marchandises est faite irrégulièrement afin de jouer sur les salaires des gérants, ceux-ci étant payés en partie à la commission.

Les gérants-salariés syndiqués à la C. F. D. T. ont demandé à la direction une négociation qui a été refusée, devant cette situation ils se sont mis en grève, seulement deux jours, et la direction lâchait pratiquement sur tous les points.

Une information à l'ensemble des gérants ROGARAY permet cinq nouvelles adhésions. Pour tous c'était gagné.

C'était mal connaître les patrons ROGARAY : quinze jours plus tard, l'ensemble des gérants de Loire-Atlantique était licencié pas pour fait de grève ! Non !

La direction est prudente simplement parce que les gérants avaient décidé de fermer leurs magasins deux jours consécutifs, le dimanche et le lundi, comme il leur avait été tout d'abord permis lors de la négociation mais ... ce n'était pas dans le contrat écrit...

A travers le conflit ROGARAY pour la C. F. D. T. c'est toute une forme de vente qui est condamnée, car tous les risques sont pris par les gérants-salariés et tous les profits sont à la direction. (CFDT)

POUR VIVRE AU PAYS

CGT
CFDT

La manifestation unitaire organisée par la C. F. D. T. et la C. G. T. des régions de Bretagne et des Pays de la Loire, le 23 octobre, au Champ de Mars à Nantes, dans le cadre des initiatives de leurs Confédérations, doit marquer une étape supplémentaire dans la lutte constante de la classe ouvrière de l'Ouest et de la Loire-Atlantique pour imposer la satisfaction des revendications leur permettant de vivre et de travailler au pays, et s'opposer à la politique de démantèlement du territoire du patronat et du pouvoir à sa solde.

GREVE à la SICOMA (vente de matériaux)

Depuis le 22 septembre, 14 travailleurs de la SICOMA (entreprise de vente de matériaux, se trouvant quai Wilson) sont en grève.

Ils réclament une augmentation de salaire de 5 % au 1er octobre.

La direction après avoir offert 3 % lors d'une réunion le 20 septembre, refuse de négocier malgré la tentative de médiation de l'Inspection du Travail.

Les salaires de cette profession sont les plus bas de la Construction. Ce sont vraiment des salaires de misère très près du SMIC : 1 712 francs au 1er octobre pour 44 heures par semaine.

Cette situation n'a que trop duré. La SICOMA depuis 12 ans a toujours été en expansion. Elle a racheté deux dépôts Idéal Standard. Elle ouvre un dépôt à Chartre, et en a ouvert un plus grand à Vannes.

C'est une filiale des Ardoisières d'Angers, qui récemment était en grève.

La SICOMA a les moyens de satisfaire les revendications des travailleurs.

Travailleurs nantais, les 14 ouvriers et ETAM de la SICOMA vous appellent à la solidarité.

5 GRÈVE AUX "PAPILLONS BLANCS"

- RÉDUCTION DES CONGÉS SUPPLÉMENTAIRES

- LE PATRONAT VIOLE LA CONVENTION COLLECTIVE

- LES "ÉDUCATIFS" AVEC LES "ADMINISTRATIFS"

Depuis le 15 Mars 1966, une convention collective nationale, établie entre salariés et employeurs, accorde un congé annuel supplémentaire de six jours par trimestre au personnel éducatif et de trois jours au personnel des services généraux et administratifs.

Ceci permet de prendre quelques jours de congé à Noël, à Paques etc. et de fermer les Centres tout en restant très loin de la durée des vacances dans l'Education Nationale.

Depuis le mois de mars 1975, soit neuf ans plus tard, le syndicat patronal (S.N.A.P.E.L.) de l'Association interprète les textes dans un sens restrictif.

Une circulaire de ce syndicat demandant la réduction des congés supplémentaires en cas d'arrêt de travail pour maladie, accident du travail, maternité et autres absences légales, est mise en application. (Pour quinze jours d'absence un jour de congé en moins...)

C'est une violation de la Convention Collective que l'ensemble du personnel ne peut accepter.

D'autre part, le personnel des services généraux et administratifs ont aussi un rôle éducatif auprès des enfants. C'est pour cette raison que les cuisinières les femmes de ménage, les lingères, les secrétaires, les hommes d'entretien, les accompagnateurs de transport et les chauffeurs demandent l'égalité des congés comme cela est déjà accordé dans certaines associations de Haute-Vienne, Nord, Orne, Jura, Pyrénées Atlantiques, Gers, Puy de Dôme, Seine et Oise, Sarthe, Haute-Garonne, Gironde, Loiret...

Dans un esprit de justice et de non discrimination, le personnel éducatif les soutient.

En face de cette situation la quasi totalité du personnel a fait grève

et le personnel de "service" est une deuxième chose à noter sur ce conflit.

les 13 et 24 septembre. A plusieurs reprises des simulacres de négociation ont eu lieu avec Monsieur Boye, Président de l'Association. Ces négociations ne peuvent aboutir puisque cet employeur reste buté sur ses positions et se réfugie derrière l'avis de son syndicat de patron.

Sans doute pense-t-il que le personnel n'est pas un interlocuteur valable et qu'il n'a pas à négocier avec lui.

C'est pourquoi l'Assemblée Générale du personnel du 24 Septembre a décidé de poursuivre l'action en se mettant en grève à tour de rôle dans les 15 établissements de l'ADAPEI de la région Nantaise.

Un jour les Sorinières, un autre St Hilaire, un autre Vertou et ainsi de suite jusqu'à ce que notre patron se décide à bouger.

- Nous n'accepterons aucune restriction.
- Nous restons tous mobilisés.

Correspondance APL

Dans le cadre de ce conflit, l'ADAPEI (association type loi 1901) connue sous le nom des "Papillons Blancs" a envoyé une lettre aux parents des enfants handicapés qui sont accueillis dans les centres qu'elle gère.

Ces établissements bien que gérés par une association sont sous la dépendance complète des administrations de tutelle (DDASS, Santé etc..) qui les financent. Cette situation met l'association, qui est l'employeur, en écran et en tampon entre les administrations de tutelle, qui décident en fait, et le personnel. Dans ce conflit l'ADAPEI a choisi son camp, celui de l'administration, en opposant les intérêts du personnel à ceux des parents, cela donne comme argument: " Je ne voudrais pas que vous et moi, Parents, soyions obligés d'ajouter au montant de notre cotisation une participation, au fonctionnement des Centres et des Services"

L'unité qui existe entre le personnel "éducatif" et le personnel de "service" est une deuxième chose à noter sur ce conflit.

NON A LA CENTRALE NUCLEAIRE DU PELLERIN

Il y a quelques semaines, la presse nous faisait part du "FEU VERT" de Monsieur d'Ornano, ministre de l'industrie autorisant EDF à déposer son dossier de demande d'utilité publique en vue de l'implantation d'une centrale nucléaire sur la commune du Pellerin.

- on présente le projet dans la presse locale comme déjà en place.

- EDF envoie aux populations une lettre individuelle qui se veut rassurante.

pourtant RIEN n'est encore décidé c'est MAINTENANT qu'il faut agir

Nulle part au monde une centrale d'une telle puissance n'a été construite si près d'une grande ville. N'oublions pas que l'agglomération nantaise qui compte 450 000 habitants est à 15 km seulement du Pellerin et sous les vents dominants de la centrale.

Le nucléaire n'est pas maîtrisé

Ses déchets et sa pollution sont un danger constant qui engage l'avenir.

LES TRAVAILLEURS DE LA HAGUE S'INQUIETENT.

Cette usine de retraitement des déchets radioactifs, poubelle internationale présente des dangers qui seront multipliés par la prolifération des centrales et la privatisation du CEA.

Nous ne voulons pas de la centrale nucléaire.

PARTOUT ON LA REFUSE, ALLONS-NOUS L'ACCEPTER ?

Les dangers sont si importants qu'il est prévu en cas d'accident un plan ORSEC-RADIATION (cf; Malville) avec des consignes d'évacuation de la population.

Aucune compagnie d'assurance n'accepte de couvrir les risques nucléaires

SOYEZ ACTIFS et venez à la

MANIFESTATION LE SAMEDI 9 OCTOBRE
au PELLERIN
14h30 place de la mairie

ou vous serez RADIOACTIFS demain

Comité de Défense de l'Environnement du Pellerin, section locale du PS, union locale CFDT Basse Loire, union cantonale FDSEA, Barbillon de la Basse Loire, société de chasse du Pellerin, association des secouristes de St Aignan, comité de défense de Coueron, Société d'Etude et de Protection de la nature en Bretagne, CRIN de Nantes, CRIN de St Nazaire, Révolution, Ligue Communiste Révolutionnaire, Fédération départementale du PSU, Ligue des droits de l'Homme, Libre Pensée, MFA, Institut Départemental de l'Ecole Moderne 44, SGEN.

Comité de Soutien aux foyers Sonacotra en lutte

Le Comité Place de Nantes a organisé, fin juin, un meeting de soutien aux immigrés en grève des loyers dans des foyers SONACOTRA. Au cours des débats, il a été proposé de créer un comité de soutien aux foyers SONACOTRA en lutte, pour réaliser cette proposition, nous organisons une réunion le Jeudi 7 Octobre à 20h30 à la Fraternité Protestante, rue Amiral Duchaffault.

Ce comité sera placé sous la direction du comité de coordination des foyers SONACOTRA et se chargera d'organiser le soutien à leurs luttes dans Nantes, suivant les directives des immigrés en lutte.

Ce travail pourrait s'effectuer dans trois directions :

- 1 - principalement vers les travailleurs immigrés de Nantes
- 2 - Les milieux populaires.
- 3 - puis les universités et plus particulièrement vers les étudiants étrangers.

Le premier travail de ce comité pourrait être de rappeler la situation actuelle de la lutte, par tract, conférence et communiqué de presse, etc. puis il s'agirait de soutenir le rassemblement à la mutualité, organisé par le comité de coordination fin octobre, par affiche, tracts ou rassemblements à Nantes

- COMITE PLACE -

réunion Jeudi 7 Octobre 20h30 Fraternité Protestante

POETIC 7

Des poètes qui se refusent à être des moutons bêlants

De tout temps des hommes et des femmes ont dénoncé les injustices, les inégalités, la gabegie économique.

De tout temps les humains ont aspiré à :

LA LIBERTE LA FRATERNITE L'EGALITE

MAIS :

LA LIBERTE : n'existe pas quand la censure interdit un écrit, un film, une pièce de théâtre ou une prise de parole.

LA FRATERNITE : ne peut être quand on fabrique des armes, qu'on entretient des armées et que l'on prépare inévitablement un futur conflit mondial.

L'EGALITE : n'existe pas là où règne le profit, l'exploitation de l'homme par l'homme, la hiérarchie salariale.

POETIC 7 désire par l'écrit, et précisément par la poésie faire connaître les cris de souffrance et de révolte des poètes qui se refusent à être des moutons bêlants.

Cris de révolte, mais aussi cris d'espoir et chant d'amour pour une société d'amour pour une société mieux équilibrée.

Si vous écrivez des poèmes, si vous désirez être édité : ECRIVEZ-NOUS.

ABONNEZ-VOUS pour vingt francs vous recevrez quatre numéros par an, chaque numéro de format 21/29,5 comprend de 35 à 40 poèmes, plus illustrations.

Vous pouvez recevoir le N° pour cinq francs. Disponible les N° 9,10,11,12.

Un chèque au C.C.P. POETIC 7 1992-49 NANTES

POETIC 7 194 rue Maurice JOAUD
44400 REZE

RENCONTRE COMMUNAUTAIRE

Le week-end dernier, s'est tenu à Boesset dans les Deux-Sèvres, une rencontre dont le thème était une réflexion sur les tentatives communautaires.

Etait présentes une centaine de personnes de la région de l'Ouest dont une trentaine de Loire Atlantique. Des échanges, des débats et analyses eurent lieu sur ce qui motivait et animait cette recherche de nouvelles formes de vie, de consommation, de relations etc...

Il nous est paru nécessaire d'essayer de créer un réseau permettant de mieux sentir ce mouvement communautaire. Ceci afin de rompre l'isolement, et d'approfondir ces formes nouvelles, diverses et quotidiennes que prend la rupture avec la société.

Pour ceux qui se sentent intéressés par cette démarche, il est possible de prendre contact au

37 rue du Gal Leclerc
Trentemoult 44400 REZE

OUVRIERS

RECORD

A la suite de la grève du week-end dernier (cf; APL n° 154), les patrons avaient accepté une des revendications du personnel : 6 % d'augmentation au titre du maintien du pouvoir d'achat.

Cette augmentation devant être faite en deux fois : 4 % au 1er octobre et 2 % au 1er janvier.

La seconde revendication pour le rattrapage des salaires par rapport aux autres hyper-marchés avait été refusée.

Sur cette revendication, l'action reprenait vendredi, mais le personnel était divisé, une moitié en grève, l'autre au boulot. Finalement le directeur acceptait un rattrapage étalé sur deux ans, commençant au second trimestre 77, avec une discussion en janvier pour préciser les modalités. Là-dessus le travail reprenait.

Théâtre : GATTI A ST NAZAIRE QUI A PEUR DU CANARD SAUVAGE?

Quel rapport entre Boukovsky, dissident soviétique, et les prolétaires de St Nazaire ?

Gatti va s'installer avec sa troupe à Saint-Nazaire, à la Maison des Jeunes et de l'Education Permanente.

La nouvelle opération de la "Tribu" s'appelle "le canard sauvage" et pourrait se sous-titrer ainsi : "les hôpitaux psychiatriques sont les camps de prisonniers des guerres civiles que nous n'avons pas faites". Gatti entend prendre pour prétexte de départ le cas de Boukovski, écrivain soviétique actuellement interné pour "délit d'opposition".

A partir de cet exemple l'équipe montera un spectacle : "une nouvelle maladie mentale : l'opposition". Parallèlement des groupes de citoyens seront amenés à écrire et à jouer eux-mêmes leurs spectacles sur le thème : "notre hôpital psychiatrique à nous, c'est..."

Une fois de plus un travail de Gatti à l'échelle d'une ville va ouvrir un immense débat sur la liberté. Et la municipalité de socialiste de Saint-Nazaire pourra s'enorgueillir d'avoir aidé cette nouvelle création...

Gatti est à pied d'oeuvre. Tout devrait être prêt pour janvier prochain...Le conditionnel s'impose pourtant. Car Gatti a trouvé à Saint-Nazaire des ennemis de la liberté de création. Et on s'étonnera que ces ennemis soient les communistes locaux ! Le P. C. inonde la presse de communiqués contre Gatti.

Les communistes de Saint-Nazaire parlent de "division des travailleurs" : est-ce diviser les travailleurs que d'entamer un débat sur la liberté et de dénoncer les atteintes qui lui sont faites, toutes les atteintes, fussent-elles soviétiques ?

En quoi le cas de Boukovski serait-il négligeable ? Peut-on s'auto-proclamer défenseur des libertés et tenir un internement arbitraire en URSS pour quantité négligeable ?

Les communistes de Saint-Nazaire dénoncent aussi le fait que "l'opération coûtera plusieurs millions aux contribuables".

On avait plutôt l'habitude de trouver ce genre d'argument dans la bouche de l'UDR Gorse ou du RI Malaud. C'est vrai que l'opération Gatti va coûter 90 000 F. pour quatre mois de travail. C'est bien peu !

UN spectacle de Planchon en coûte 10 ou 20 fois plus : on ne sait pas que de responsables communistes aient jusqu'à présent reproché à Planchon de dilapider les deniers publics...

Il n'y a pas dans cette affaire que la liberté de création qui soit malmenée. Il y a la liberté tout court. De quel droit les communistes de Saint-Nazaire font-ils un procès d'intention à Gatti ? Ont-ils quelques leçons à lui donner en matière de liberté ? Ont-ils vu les 24 pièces et les 12 films qu'il a signés, lu les 4 livres qu'il a écrits ? S'ils l'avaient fait ils sauraient qu'il n'a rien fait d'autre que de défendre la liberté à travers son oeuvre.

L'Unité 17/09/76

GATTI

Né en 1924; Résistant à 17 ans. Est interné au camp de Linderman à 18 ans. S'évade et rejoint Londres. Journaliste au Parisien Libéré en 1945. Collabore à la revue Esprit. Reçoit le prix Albert-Londres en 1954 pour un reportage. Envoyé au Guatemala, ren contre Che Guevara. Collabore à France-Soir et divers hebdomadaires. Fait de nombreux reportages dans divers autres pays. En 59 décide de se consacrer à la création. Travaille en Yougoslavie, à Cuba, en Allemagne, en Belgique. A Montbelliard crée six films avec les travailleurs émigrés chez Peugeot. Fait une expérience de création collective à Ris-Orangis.

« JE SUIS LA MÈRE DE VLADIMIR BOUKOWSKI... »

Les angoisses d'une mère qui craint de perdre son enfant parcourent, dit une légèndr Bretonne, toutes les contrées où un arbre peut pousser. Lorsque le vent souffle, c'est alors la terre entière qui lui répond.

Nous avons pensé, en venant à Saint-Nazaire, que les légendes bretonnes disaient vrai.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que Nina Ivanovna Boukovskaïa s'adresse à toutes les contrées où un arbre peut pousser. Il y a six mois, elle écrivait au secrétaire général du Parti Communiste Français :

Moscou le 26/12/76

« Cher Monsieur Marchais,

Ayant appris que vous vous étiez adressé au nom du Parti Communiste Français au secrétaire général du C. C. du P. C. U. S., Léonid Brejnev, et ceci à propos du sort réservé aux détenus politiques en URSS, j'ai décidé à mon tour de m'adresser à vous pour vous demander votre aide.

Je suis la mère de Vladimir Boukovki, 33 ans, citoyen soviétique, détenu politique, qui purge depuis près de cinq ans une peine dans un camp et une prison soviétiques à régime sévère.

Mon fils n'a commis aucun crime contre les lois de son pays, il n'a fait que lutter, de façon conséquente et désintéressée pour les droits de l'homme en Union Soviétique.

A la fin de l'année 1970, mon fils a remis aux psychiatres occidentaux une documentation concernant l'internement en asile psychiatrique de certains opposants sains d'esprit. Peu de temps après il fut jugé sous le prétexte d'avoir diffusé des informations calomniatrices, sapant le régime et la société, alors que mon fils n'avait jamais poursuivi un tel but : il n'avait fait qu'exprimer son appréciation sincère de la réalité soviétique mais qui ne convenait pas au gouvernement de son pays.

Boukovki fut condamné à sept ans de déprivation de liberté suivis de cinq ans d'exil. Durant ces cinq années de détention et par suite de l'extrême sous-alimentation et de privations systématiques, la santé de mon fils s'est déjà considérablement détériorée : il souffre d'un ulcère à l'estomac et

d'une maladie de la vésicule biliaire, de rhumatismes et d'une lésion cardiaque. Je crains très vivement qu'il ne survive pas jusqu'à l'expiration de sa peine.

Cher Monsieur Marchais, d'après vos déclarations parues dans la presse, il m'a semblé comprendre qu'en qualité de dirigeant du Parti Communiste d'un des principaux Etats Européens, vous étiez déterminé à appliquer une politique de véritable démocratie et de protection des droits de l'homme. Vous avez affirmé à de nombreuses reprises que le programme du parti communiste français avait pour but l'édification d'un Socialisme à visage humain". Si ces idéaux, sacrés pour tout individu honnête, ne représentent pas pour vous que des déclarations formelles, alors je veux croire que vous répondrez à ma demande et que vous élèverez votre voix en faveur de la très prochaine libération de mon fils Vladimir Boukovski.

Je vous demande aussi, de tout mon coeur, de prendre la défense d'un jeune psychiatre soviétique, Semion Glouzman, condamné à sept ans de privation de liberté (il se trouve aujourd'hui derrière les barbelés du camp de détenus politiques de Perm n° 35) pour avoir protesté contre l'internement en hôpital psychiatrique de Piotr Grigorenko. Ce dernier, dans l'opinion de Glouzman, était totalement sain d'esprit.

Je veux croire aussi que vous mèneriez à bonne fin la lutte pour la libération de Léonid Pliouchtch de l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk.

Avec ma profonde considération et mon espoir, la mère de Vladimir Boukoski.

UN AN AUPARAVANT :
LETTRE DE MOSCOU

Un an avant c'étaient ses amis moscovites qui disaient :

Moscou le 27/02/1975,

« Nous sommes profondément émus des nouvelles que nous venons de recevoir.

Vladimir Boukovki est un homme d'une valeur morale exceptionnelle. Privé de sa liberté physique, il continue à défendre avec courage, pour lui et pour ses camarades, leur honneur, leur dignité, et leur liberté spirituelle. Et le voici de nouveau menacé des cellules médiévales de la prison de Vladimir.

Nous ne savons que trop ce qu'est cette prison, et comment même si l'on y rentre en bonne santé, on y est frappé de sous-alimentation, d'ulcères, de tuberculose et d'autres maux.

Nous partageons l'angoisse de la mère de Boukovski, et nous vous demandons une fois de plus votre aide (...)

Ouvrètement et courageusement, Vladimir Boukovski a élevé sa voix contre les illégalités commises dans notre pays. C'est de cela qu'il est puni. Il a informé le monde entier que, dans notre pays, des êtres humains sont détenus indéfiniment dans des hôpitaux psychiatriques, à cause de leurs opinions. Il l'a fait en sachant pertinemment que cela lui vaudrait de perdre sa liberté et, peut-être, de finir dans un hôpital de cette sorte.

Seule l'intervention de l'opinion publique internationale l'a sauvé de l'internement dans un hôpital psychiatrique, déjà prévu pour lui (...)

Il y a juste un an et demi, Youri Galanskov, homme courageux et brillant esprit est mort dans un camp.

Maintenant ils veulent détruire Vladimir Boukovski. Aidez-nous ! Ne permettez pas qu'un nouveau et terrible crime soit commis dans le Goulag d'aujourd'hui, cet archipel de souffrance et de dégradation !

UNE CREATION COLLECTIVE GROUPEMENT TOUS LES METIERS, TOUS LES AGES... PARLER SUR TOUS LES MURS...

Dans le cadre d'une dramaturgie hors des sentiers battus, (en tous cas essayant de dépasser le "dilemme création-animation") nous avons pensé qu'une ville française devait répondre à cet appel par une création collective groupant tous les métiers, tous les âges et toutes les professions.

● L'expérience devrait durer dans une première phase quatre mois, culminer en un, quatre, six, huit spectacles - parler sur tous les murs de la ville, débattre des différents problèmes et écritures dans tous les lieux publics qui pourront être appropriés à cet effet avec des spécialistes (ou non) des différents problèmes posés, produire si possible un film, et utiliser la mer comme lieu de rencontre et de multiplication de l'aventure.

POURQUOI SAINT-NAZAIRE ?

Il nous a paru convaincant de choisir une ville qui en termes de petit Larousse se définit ainsi :

"Chef lieu d'arrondissement (Loire-Atlantique) à l'embouchure de la Loire - 59 200 h. (49 300 agglomération). Avant-port de Nantes. Constructions navales et aéronautiques, métallurgie, industries chimiques et alimentaires. La ville avait été détruite par les bombardements des alliés en 1943. L'arrondissement a 13 cantons, 72 communes, 241 500 habitants".

● C'est donc Saint-Nazaire, auquel il faut ajouter pour les besoins de l'histoire quelques vignobles de Muscadet (ou de Gros Plant) qui non seulement fournissent ce que l'écrivain irlandais James Joyce a appelé "l'électricité liquide", mais ont été, un siècle durant, le lieu de refuge de toutes les grèves violentes (les manifestants pouvaient s'y éparpiller sans que la cavalerie ou les gendarmes aient la possibilité de manoeuvrer, ou de poursuivre). Qui dira, du sacrifice de la messe au syndicalisme d'action directe, la longue marche du vin blanc à travers les symboles ? Trois dates la fixent :

— en 1833, c'est l'agitation des tisserands et des garçons tailleurs. Elle aboutit au premier syndicat de France.

— en 1847 (dite l'année terrible des prolétaires) première manifestation de la lutte des classes. La revendication : 2,50F quotidiens, plus le paiement d'une journée de trajet entre les marais vendéens et le petit port de Saint-Nazaire.

— en 1894, les fanfares socialistes font retentir face à l'Océan, en première mondiale, la musique de l'Internationale.

DANS LA RUBRIQUE DES "BATTANTS"...

Si au sortir du siècle dernier il fallait inscrire les nazairiens dans le nôtre, c'est dans la rubrique des "battants" qu'ils prendraient place. Les calculs dits de Goetz-Girey disent que Saint-Nazaire plus Nantes forment l'endroit en France où la progression à la grève est la plus forte. Des personnages s'y dessinent comme dans la littérature populiste, hauts en couleurs d'Epinal : le poète Michel Rocher, le chaudronnier Henri Gautier, l'"infatigable" Pelloutier, George Yvetot "le bouledogue de la C. G. T." avec une mention en bas de page pour les frères Pereire, Saint-simoniens

Si le monde s'habitue...

qui rêvaient de faire de Saint-Nazaire le San-Francisco breton.

Dans les chroniques, les allusions à la petite Californie Bretonne sont fréquentes. Mais elles n'en restent pas moins à mi-chemin, quelque soit le trajet (par le temps ou par l'espace) des hôpitaux psychiatriques d'Union soviétique.

Et pourtant...

Dans ce pourtant, il faudrait paraphraser la déclaration de la femme du mathématicien Léonid Pliouchtch, un "ancien" de l'asile de Dniepropetrovsk:

"Il n'y a pas en fait d'affaire Pliouchtch, pas plus qu'il n'y a d'affaire Boukovski. Il n'y a que l'affaire de la liberté et de la dignité humaines. Si le monde finit par s'habituer à la persécution de toute pensée libre et indépendante, à l'amoralité et à l'illégalité totale d'actes commis par un état responsable du destin de l'humanité, qu'attendre alors de l'avenir ? Qu'espérer ? A quels lendemains condamnons nous nos enfants ? "

De ce point de vue, les références ne manquent pas. Les archives de la CGT d'alors en sont remplies. Ainsi parmi d'autres, la séance du 18 janvier 1911 :

" Le comité général de la Bourse du Travail proteste encore une fois contre la répression féroce qu'un gouvernement de renégats exerce contre la classe ouvrière dans la personne de ses meilleurs militants qui ont le courage de s'élever pour traduire tout haut les colères et les espoirs des travailleurs en état permanent de légitime révolte contre l'ordre bourgeois établi. Il assure tous les vaillants camarades embastillés dans les prisons de la République pour délits de paroles et d'écrits qu'il va mener une sérieuse campagne en faveur de l'amnistie. Proteste en outre contre le crime odieux perpétré par le Tsar assassin sur la personne de 700 grévistes de la Léna, souhaite qu'un tel bandit paie en disparaissant d'un seul coup tous les crimes commis par lui".

ici, la Bastille... ce sont les hôpitaux psychiatriques

Ici, la bastille dont il s'agit de faire tomber les murs du moins sur le plan de la connaissance que l'expérience en donnera : ce sont les hôpitaux psychiatriques.

LA LUTTE CONTRE LES INTERNEMENTS PSYCHIATRIQUES D'OPPOSANTS VIENT D'ENTRER DANS UNE PHASE DÉCISIVE

Aujourd'hui, la lutte contre les internements psychiatriques d'opposants vient d'entrer dans une phase décisive. Le silence qui tendait à s'établir, et plus particulièrement dans le milieu "psy" (celui des psychologues) depuis l'appel de Boukovski en 1971 a été brisé par la campagne pour la libération du mathématicien Léonid Pliouchtch. De nombreuses forces politiques et syndicales (dont le PCF et la CGT) ont été partie prenante.

Dans de nombreux pays (de l'Amérique Latine à la République Allemande) la psychiatrie devient un auxiliaire de plus en plus précieux des forces répressives : utilisation de tortures psychiques mises au point par les psychiatres galonnés dans les interrogatoires.

En URSS, c'est directement la psychiatrie dans toutes ses phases :

Expertises, diagnostics, internements traitements, qui prend en charge la répression et la rééducation des opposants politiques et religieux.

La méthode est extrêmement commode pour le pouvoir, elle permet la privation de liberté pour une durée indéterminée, un isolement rigoureux, l'usage des moyens psychopharmacologiques de rééducation. Elle fait obstacle à la lutte pour la publicité des procès et la libération des inculpés.

Car, même objective, toute personne qui ne connaît pas la victime, conservera toujours au fond d'elle-même un doute sur son intégrité mentale. Enfin, cette méthode prive ses victimes du peu de droits dévolus aux détenus, discrédité leurs idées, et leurs activités.

"SCIENCE" ET "RAISON"
= NOUVELLE THÉOLOGIE DE "L'ORDRE"

Le mal est beaucoup plus grand nous disent les psychiatres (ou anti-psychiatres) américains. Avec le passage d'une société féodale et religieuse à une société capitaliste moderne, la Science et la Raison se sont progressivement substituées à la théologie en fondant une nouvelle conception de l'ordre aussi bien social que philosophique.

Ce dessein a nécessité l'intervention d'un corps social tout aussi précis que celui de l'Inquisition pour être mené à bien.

Les aliénistes du 19^e siècle et les psychiatres d'aujourd'hui portent la responsabilité active, et en quelque sorte historique des services qu'ils ont rendu à l'Etat moderne et qui font d'eux les

les héritiers directs des Inquisiteurs.

Une fois le processus mis en route et ayant atteint un point critique, il se poursuit sans qu'il soit nécessaire de l'alimenter de l'extérieur, transformant de plus en plus des difficultés et des situations humaines en problèmes techniques et spécifiques appelés à être résolus par les soi-disant professionnels de la santé mentale.

Les hôpitaux psychiatriques sont-ils au bout de la rue dans laquelle nous nous engageons chaque jour ? Besoin de se mettre au niveau de la conscience universelle ?

Solidarité dans la vieille tradition des mouvements ouvriers nazairiens ? Besoin de Justice ? Chronique d'une mère qui veut sauver son fils ? Réflexion sur le Socialisme ?

Le projet de Saint-Nazaire est tout cela en même temps. Dans quel but ?

Aider à la prise de conscience qui redonnera à quelques hommes, nos contemporains, leur liberté - qui est aussi la nôtre.

Extraits d'un dossier présentant l'opération.

La Réaction du P.C. St Nazaire

Une belle opération anti-communiste...

(...) Pour cela, Armand Gatti metteur en scène parisien dont nous ne contestons pas les qualités littéraires et théâtrales est l'animateur d'une expérience sur le thème suivant :

"en partant d'une information peu connue comme celle de l'internement de R Roukowski en URSS détenu dans un hôpital psychiatrique en Sibérie parce que s'opposant au régime. L'expérience viserait en premier lieu à savoir comment des gens demeurant à St Nazaire peuvent ressentir ce problème de dimension internationale et agir en conséquence".

● que l'on nous comprenne bien, Le PCF seul Parti en France à n'avoir jamais porté la main sur les libertés se prononce sans équivoque contre les atteintes aux libertés, où qu'elles se produisent, en RFA par les interdictions professionnelles, au Chili, Espagne, Afrique du Sud, Liban où des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants sont torturés et tués, ou contre l'internement de quelques opposants au régime soviétique.

● Le PCF est aussi le seul parti qui a déposé au Parlement une Charte des Libertés. D'ailleurs des travailleurs nazairiens se sont retrouvés à maintes

reprises avec des communistes pour lutter contre toutes les atteintes aux libertés, aux agressions policières et impérialistes, ou pour les neuf de la SOTRI-MEC, les douze femmes de Couëron.

● Le 22ème Congrès du PCF, a affirmé très clairement ses positions. Il a affirmé aussi "la condition de la liberté" c'est d'abord et avant tout la suppression de l'exploitation capitaliste. Les réalités quotidiennes, en France, à St-Nazaire ce sont : le chômage, l'inflation, la hausse des prix, les atteintes aux libertés, les impôts plus lourds

Alors, la Culture derrière cette opération?

Le budget des Affaires culturelles dérisoire ne bougera pas d'un centime. L'opération à St-Nazaire coûtera plusieurs millions aux Contribuables. La Municipalité assumant une partie du financement est spontanément bien large pour cette initiative. Après bien des cadeaux aux monopoles (Pont de St-Nazaire, Terrain de Gavy à TECHNIP...) voilà la municipalité qui se fourvoie dans une opération qui ne déplaiera pas aux Princes qui nous gouvernent.

● A quelques mois des élections municipales quelles mobilisations !! (PEUT ETRE) pour un équilibrage de la Gauche tant souhaité par GISCARD, alors que tout appelle à l'Union pour des changements profondément réalistes et trans-

formateurs, une belle opération anti communiste est montée.

● Nous, communistes, appelons les travailleurs à déjouer une telle manoeuvre. Nous avons dit le Programme Commun est un Programme pour la Culture. Il l'est par les mesures précises qu'il propose dans le domaine scientifique, des activités littéraires et artistiques, des activités sportives : il l'est aussi par l'ensemble de sa politique sociale fondée par une amélioration réelle des conditions de travail et de vie des masses populaires. Il l'est enfin par l'ensemble des mesures économiques qu'il propose et qui représentent un immense appel à une vie démocratique, donc à un épanouissement sans précédent pour la culture.

● Qu'on ne compte pas sur les Communistes pour participer à une entreprise de division des travailleurs alors que tout commande à l'UNION POUR UN CHANGEMENT URGENT DE SOCIÉTÉ.

LA REACTION DE LA CGT une initiative de division

Le sujet, qui a été choisi par Armand Gatti avec votre accord, sur les internements en URSS est, vous le savez, un sujet dont les forces réactionnaires se serviront pour développer un anti-soviétisme et un anti-communisme dans le but d'affaiblir les forces de gauche et de créer la division.

— La Commission Exécutive de notre UL s'étonne qu'au moment où la Gauche est unie sur un Programme Commun de gouvernement pour battre enfin le grand Capital et les forces réactionnaires qui le soutiennent vous ayez sciemment choisi un sujet qui permettra aux ennemis des travailleurs de tenter de les diviser et de porter par là même un coup aux forces de gauche.

— La Commission Exécutive de notre Union Locale tient à rappeler la position de la CGT ; elle condamne sans réserve tous les internements sous quelque forme que ce soit et dans quelques pays que ce soit, de ceux qui manifestent leurs idées et à plus forte raison dans un pays

socialiste dont le but est l'épanouissement de l'être humain, de la pensée humaine.

— Pour en terminer, notre Commission Exécutive a décidé de ne pas soutenir une telle initiative de division, d'affaiblissement de la Gauche dont vous portez l'entière responsabilité.

LA REACTION DU PS Les éléments d'un vrai débat sur la culture

M; Etienne Caux, maire de St-Nazaire et M; Claude Evin secrétaire de la section du parti socialiste nous prient d'insérer :

"L'expérience de création collective qu'Armand Gatti envisage d'animer à St-Nazaire durant les prochains mois pose les éléments d'un vrai débat sur la conception de la culture. S'il est vrai que la culture ne peut être dissociée des conditions de travail et de vie des citoyens, elle doit aussi être un des moyens d'épanouissement et de communication entre les individus. C'est le parti que semble vouloir engager Armand Gatti en se proposant de mettre à la disposition des Nazairiens différentes formes d'expression et les entraîner à "créer quelque chose" dans des domaines qu'ils n'ont pas souvent l'occasion d'approcher.

● Il ne peut être possible pour le parti socialiste d'envisager la construction du socialisme auto-gestionnaire sans envisager dès maintenant une telle libération de l'expression que le pouvoir et la classe dominante ont toujours bloquée.

● Le Programme Commun de gouvernement a d'ailleurs tracé ainsi les grandes lignes de ce que devra être la vie culturelle avec l'arrivée de la gauche au pouvoir : "Les moyens d'invention et d'expérimentation seront accrus, la communication entre les individus sera favorisée, la liberté de création et d'expression sera garantie à chacun, notamment

par l'abolition de toutes les formes de censure ou de précensure".

● Nous tenons toutefois à affirmer que la référence qu'Armand Gatti fait à l'internement de Boukowski ne peut offrir un prétexte, notamment aux forces réactionnaires, pour développer un "autosoviétisme". La section socialiste et le maire sont intervenus dans ce sens auprès de Gatti, début Juillet, et pour lui demander que l'évènement Boukowski ne soit qu'un des éléments d'une animation plus globale.

Pour nous un tel problème doit davantage favoriser un débat qu'alimenter une polémique dans laquelle nous refuserions de tomber." (Ouest-France)

LA MJEP REPOND AUX ATTAQUES "Une riche confrontation"

Le Conseil d'administration de la MJEP souhaite que l'expérience soit le cadre, pour tous les nazairiens, d'une riche confrontation et une plateforme d'expression.

Cette animation fut décidée à l'unanimité, en toute connaissance de cause, par le conseil d'administration de la MJEP à qui Armand Gatti a soumis le thème, après l'avoir proposé lors de la réunion des adhérents de la MJEP, le VENDREDI 11 JUIN;

Le choix d'Armand Gatti a été fait par la MJEP, et par elle seule, en raison de l'intérêt culturel que présente la venue à Saint-Nazaire de celui qui compte parmi les très grands créateurs de notre temps.

Ouest-France attaqué: "nous, représentants de la presse bourgeoise"

Mais les journalistes en ont parfois assez de se voir pris pour des c... Ce qui s'est passé samedi soir, à la Maison des Jeunes, mérite donc une mise au point.

● Les représentants du PC et du PS de Saint Nazaire s'en sont pris publiquement dans un lieu en principe apolitique, à la "presse bourgeoise" nazairienne, l'accusant d'avoir voulu escamoter le projet de "création collective" lancé par la MJEP avec Armand Gatti. C'était à qui avait parlé le premier de ce projet, et évidemment avec toute l'objectivité que nous ne saurions avoir, nous, représentants de la "presse bourgeoise". Malheureusement pour rétablir la vérité, nous sommes parmi les premiers à "Ouest France" à avoir informé nos lecteurs du projet de la Maison des Jeunes, à la suite du premier débat public au cours duquel Armand Gatti a exposé ses idées. Nous l'avons fait avec autant "d'objectivité" que des journaux plus "engagés". Aucune censure, aucune volonté de déformer les faits ou de "faire le jeu de certains", n'a animé nos informations.

● Les représentants de partis politiques, quels qu'ils soient, ont tort de s'en prendre à la presse non-engagée politiquement, comme ils le font souvent. Ils se targuent d'être les seuls à "défendre les libertés, c'est de bonne guerre" Mais jeter la suspicion sur les journalistes qui tentent de faire leur métier honnêtement peut contribuer à une remise en cause de la liberté de la presse au profit d'une presse contrôlée et engagée dans un sens ou dans l'autre. Et qui dit "contrôle de l'information" dit grave recul des libertés en général. Tant la première des libertés est bien celle de parler et donc d'écrire !

Michel LE TALLEC

Misère de la Philosophie ...

tu l'as dit bouffi!!

Le 18 septembre, lors de la manifestation paysanne pour Cheix "un groupe masqué" pénètre discrètement dans le bureau de Toulza pour effectuer une "perquisition populaire". (APL n° 153 - page 10)

Un acte de "délinquance politique" devient tout simplement une "perquisition populaire" car il est vrai que la fin justifie les moyens, vu sous un certain angle, tout ce que touchent et font certaines personnes devient "volonté populaire" ou expression des "masses". C'est de "l'alchimie politique" camarades...mais, s'il vous plaît ne faite pas croire que c'est une pratique révolutionnaire sinon on finira par croire que les vessies sont des lanternes.

Il est dommage pour tous que l'action politique "exemplaire" menée à Cheix conduise à de pareils infantilismes politiques et plus dommage encore que certaines organisations "se refusent à condamner" sous prétexte que ceux d'en face font pire. Cela laisse rêveur et se passe de tout commentaire.

L'action révolutionnaire n'est ni la loi du lunch, ni celle du talion... mais les masses (qui existent concrètement et non les masses-prétextes créées pour la cause) apprécieront... si ce n'est déjà fait.

Un militant qui tient à garder l'anonymat de peur des "représailles populaires".

A VOUS DE CHOISIR:
.....



militant ayant peur des représailles populaires en train de philosopher tout en gardant l'anonymat



juriste non violent prêt à recevoir une perquisition populaire.



les délinquants politiques sont des gens comme tout le monde - aidez-les :

ABONNEZ-VOUS à l'A.P.L.



comment t'écris lynch?

PAN

arg!

dessinateur tenant à garder l'anonymat de peur de représailles individuelles.